





- 148

1^o arrêt du conseil d'état portant pleine et entière main levée des saisies faites sur les biens des ecclésiastiques de ce royaume en vertu de l'arrêt du conseil du 6 octobre dernier et déclaration de S. M. du 4 du dit mois... Paris 1640 (12 décembre)

2^o arrêt du conseil d'état du Roy sa majesté y étant portant surseance de toutes poursuites à l'encontre des ecclésiastiques pour raison du droit de confirmation.... Paris 1644 (29 août)

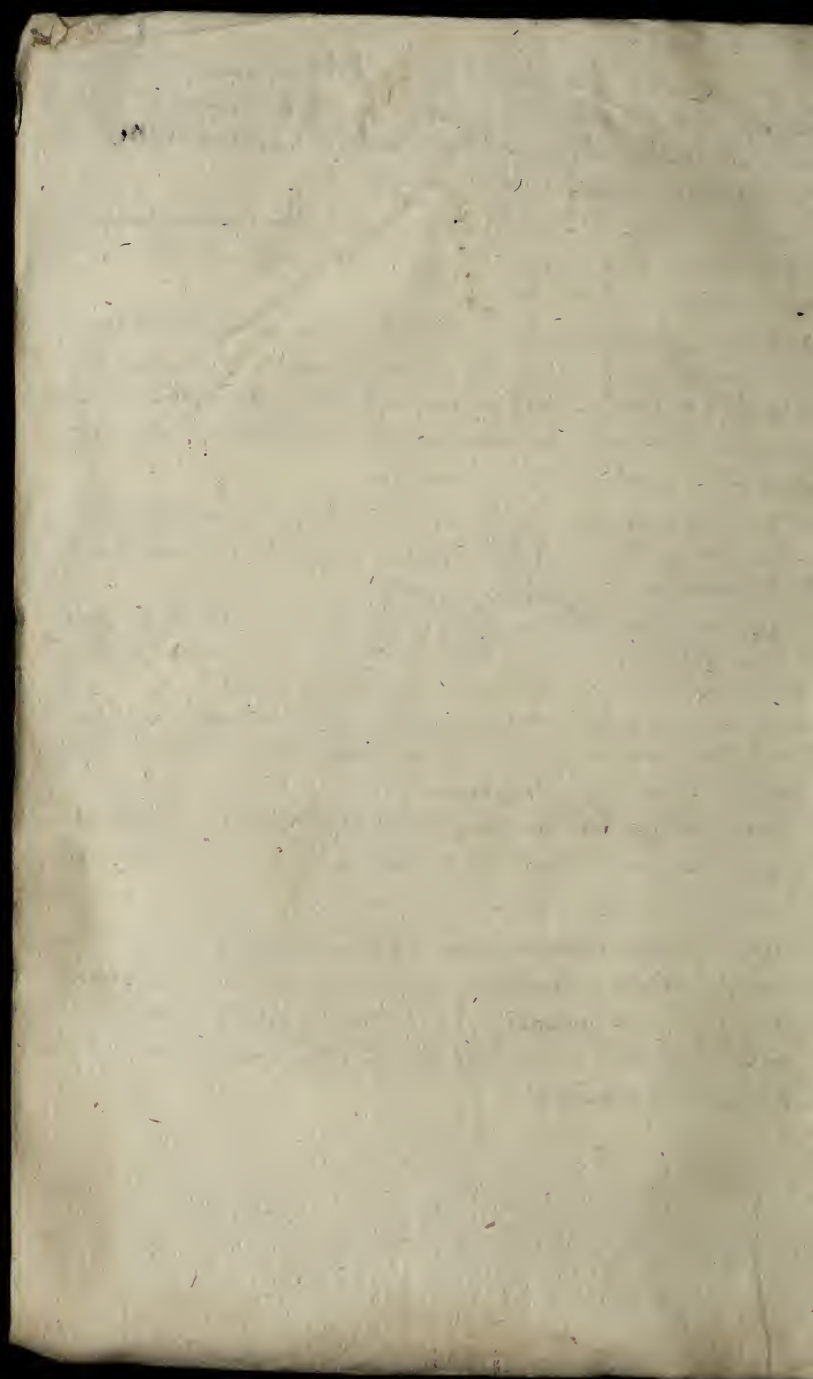
3^o arrêt du conseil d'état du Roy, par lequel sa majesté a déchargé et discharge tous les bénéficiers, prieurs, vicaires... tant de Provence que des autres généralités de ce Royaume, de toutes les assignations qui peuvent leur avoir été données pour raison du droit d'amortissement... Aix. Etienne David 1644 (9 septembre) 1 feuillet mal posé

4^o arrêt du conseil privé du Roy, portant discharge aux ecclésiastiques de la recherche des francs fiefs et nouveaux acquets... avec main levée de toutes les saisies.... Paris 1633. (30 mars)

5^o arrêt du conseil d'état par lequel il est ordonné que les ecclésiastiques jouiront de l'exemption des tailles comme ils faisaient avant l'édit du 18 janvier dernier... avec défense de les y imposer à l'avenir.... Paris 1634. (26 juillet)

6^o arrêt du conseil d'état du Roy par lequel les ecclésiastiques et bénéficiers de son Royaume sont déchargés des droits de francs fiefs et nouveaux acquets... ensemble les hôpitaux... Paris 1635 (1^{er} septembre)

7^o édit du Roy ^{De novembre 1633} portant création en titre d'office formé, de contrôleurs de procurations pour résigner, présentations, collations, et autres actes concernant les bénéfices.... avec règlement des charges de banquiers en cour de Rome.... Aix. Etienne David. 1642 (avec Arrêt du conseil privé du Roy du 4 oct 1639, portant défenses à tous banquiers d'envoyer en cour de Rome aucunes procurations... si les dits actes n'ont été contrôlés... = et signification du 12 octobre 1643 au R. F. Jordan Curé du Couvent Royal de St Maximin)



2. x. 1640. 1.

no. 1

ARREST
DV CONSEIL

D'ESTAT, PORTANT
plaine & entiere main-leuée des saisies fai-
res sur les biens des Ecclesiastiques de ce
Royaume, en vertu de l'Arrest du Conseil
du 6. Octobre dernier, & Declaration de
sa Majesté du 24. dudit mois, sans que
pour raison d'icelles il leur en puisse estre
demandé aucune chose, sous pretexte de
frais, ny autrement, en quelque maniere
que ce soit.



A PARIS,

Chez ANTOINE VITRAY, Imprimeur
ordinaire du Roy, & du Clergé
de France.

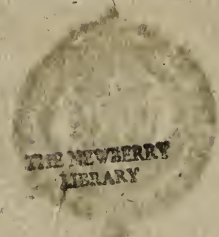
M. DC. XL.

Avec Privilege de sa Majesté.

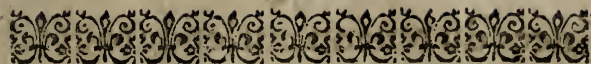
8 A. J^r Sar 3 {
11-15

ARISTOTELIS

DE TARTARO
39
326
1640f



ARISTOTELIS
DE TARTARO
M. D. C. XL
326
1640f



EXTRAICT
DES REGISTRES
du Conseil d'Estat.

SUR ce qui a esté representé au Roy en son Conseil, par les Agents généraux du Clergé de France, Qu'il auroit esté fait plusieurs saisies sur les Benefices de ce Royaume, en vertu de l'Arrest du Conseil du 6. Octobre dernier, & Declaration de sa Majesté interuenue en consequence le 24. dudit mois, portant, Que pour acquitter par les Beneficiers payans Decimes le droict d'Amortissement enuers sa Majesté, il seroit pris le tiers en deux an-

nees du reuenu entier de tous lesdits Benefices, sans rien excepter, à commencer du premier Iuillet dernier : & que lesdites faïfies ont apporté beaucoup de trouble contre l'intention de sa Majesté.

SADITE MAJESTE' EN SON CONSEIL, A ordonné & ordonne, Qu'il sera surcis à l'exécution des susdites Declaration & Arrest du Conseil, des dernier Feurier, sixiesme, & 24. Octobre derniers : Ce faisant, a donné & donne plaine & entiere mainleuee à tous & chacuns lesdits Ecclesiastiques, tant en general qu'en particulier, de toutes les faïfies faites en consequence, sans que pour raison d'icelles il leur en puisse estre demandé aucune

chose, sous pretexte de frais, ny autrement, en quelque maniere que ce soit: Et où aucuns deniers auroient esté perceus, V E V T & entend qu'il leur en soit tenu compte. Et a sadite Majesté deschargé & descharge les Commissaires qui peuuent auoir esté establis ausdites saisies. FAIT au Conseil d'Estat du Roy tenu à Paris, le 12. jour de Decembre, 1640. Signé, LE R A G O I S.

*L O V I S par la grace de Dieu
Roy de France & de Nauarre:
Au premier des Huiſſiers de nostre
Conseil, ou autre Huiſſier ou Ser-
gent sur ce requis, Nous te mandons
& commandons, que l' Arrest, dont
l' Extraict est cy-attaché sous le con-*

treseel de nostre Chancellerie ce jour-
 d'huy donné en nostre Conseil d'E-
 stat, sur ce qui nous a esté repre-
 senté en iceluy par les Agents gene-
 raux du Clergé de France, Tu si-
 gnifies à tous qu'il appartiendra, à
 ce qu'ils n'en pretendent cause d'i-
 gnorance, Et fais pour raison de la
 mainleuee y contenuë, Et l'entiere
 execution d'iceluy, tous comman-
 demens, sommations, contraintes,
 par les voyes accoustumees en tels
 cas, deffences, Et autres actes Et
 exploicts necessaires, sans deman-
 der autre permission. Et sera ad-
 jousté foy comme aux Originaux,
 aux coppies dudit Arrest Et des
 presentes collationnees par l'un de
 nos amez Et seaux Conseillers Et
 Secretaires: Car tel est nostre plaisir.

7
Donné à Paris le 12. jour de De-
cembre, l'an de grace mil six cens
quarante. Et de nostre Regne le
trente-uniesme. Signé, Par le Roy
en son Conseil, LE RAGOIS.
Seellé & contreseellé du grand
Sceau de cire jaune.

Collationné aux Originaux par moy
Conseiller Secretaire du Roy, &
deses Finances.

Requies

Extraict du Priuilege du Roy.

LE Roy par ses Lettres patentes, a permis à Antoine Vitray son Imprimeur ordinaire, & du Clergé de France, d'imprimer tous les *Edicts, Declarations, Lettres patentes, Arrests, & autres choses généralement quelconques concernantes les affaires dudit Clergé*, & ce pour le temps de seize ans. Avec deffences à tous autres de les imprimer, faire imprimer, contrefaire, ny d'en vendre d'autres que de l'Impression dudit Vitray, à peine de trois mil liures d'amende, confiscation des Exemplaires, despens, dommages, & intereſts, comme il est plus à plein contenu esdites Lettres données à Paris le 20. iour d'Aouſt 1635. Signées par ſa Majesté en ſon Conseil.

VICTON.